



france•tv
S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)

L'ECHO DES REGIONS

CSE DU RESEAU REGIONAL FRANCE 3

COMITÉ SOCIAL
ET ÉCONOMIQUE

26 - 27 Septembre 2019, LYON

SEPTEMBRE 2019

Présents pour la direction : Laurence Mayerfeld, Directrice du réseau ; Olivier Godart, DRH du réseau

Invités : des représentants de la direction de La Fabrique ; la RH et le chef de centre de Paris - Île De France ; des représentants de la direction financière ; Fabien Amet et Nathalie Dené pour la Direction RH France 3.

L'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen du jeudi 26 septembre s'est invité dans le déroulement de cette réunion du CSE : la direction, qui préside l'instance, était tenue informée de la situation de la station régionale Rouennaise, et la réunion s'est interrompue à plusieurs reprises pour permettre à la direction de réagir.

Le vendredi, les élus ont appris que des salariés, présents à la station, se plaignaient de symptômes d'intoxication : la direction a fait évacuer la station qui a été fermée, même si à cette heure, la toxicité du nuage de fumée sur Rouen n'était pas avérée. Les élus ont immédiatement déclenché une procédure pour « danger grave et imminent » (DGI), [dont le texte est ici](#).

Cette procédure et le droit d'alerte pour DGI – Danger Grave et Imminent – permet aux élus de signaler à l'employeur une situation de danger qu'ils ont pu constater dans le cadre de leur mandat ou qui leur a été signalée par un salarié. L'employeur doit alors prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des salariés.

*Rappelons que les salariés disposent d'un **droit de retrait**, qui leur permet d'alerter leur employeur et de se retirer d'une situation de travail qui présente un danger grave et imminent pour leur vie ou leur santé.*

La suite du dossier sera traitée par les représentants de proximité de l'antenne de Rouen.

Les élus rappellent qu'après chaque accident industriel, catastrophe naturelle, attentat ou risque sanitaire, France 3 a réagi, mis en place des formations, des procédures ou des équipements de protection... Pour, au fil des années, mettre au placard les bonnes résolutions – et se trouver bien démunis quand le coup dur arrive. Une piqure de rappel pour les équipes sur le terrain (Où se renseigner sur les comportements à adopter ? Qu'est-ce qu'un danger, un risque ? Où travaille-t-on, quels sont les sites à risque à proximité ? Etc.), et pour les dirigeants des sites (rédacteurs en chef, responsables IMG, chefs de centre... et Directions régionales : quelles sont les procédures à mettre en œuvre immédiatement ?) s'impose.

Un CSE à Lyon, aussi pour célébrer l'anniversaire de la Locale Lyonnaise, 20 ans cette année... C'est aussi l'occasion de la CFDT pour interpellier la direction sur la stratégie de France 3 en région, face à l'implantation d'éditions locales d'autres chaînes : début septembre à Lyon, c'est BFM Lyon qui s'est installée ([lire notre liminaire](#)).

La méthode Mayerfeld, nous l'avons compris dès le premier CSE présidé par la nouvelle directrice du réseau en aout, c'est « on parle de tout, on s'explique, on trouve des solutions ». Dans cette logique, la situation générale du réseau régional figure à l'ordre du jour, histoire de faire le point sur les projets du réseau et ses moyens humains et matériels.

Situation générale du réseau

1^{er} constat : depuis 2016, le réseau régional a perdu 300 ETP (équivalents temps plein), soit en moyenne 100 par an. **Malgré cette hémorragie, la direction souhaite augmenter l'activité des antennes, notamment avec des éditions locales d'info** : elle attend des directions régionales qu'elles lui fassent des propositions éditoriales pertinentes – la philosophie : la direction du réseau lance en quelques sortes un appel à projet, aux DR de s'en saisir, de « remplir le champ des possibles », d'imaginer des points de diffusion pertinents pour permettre un maillage étendu du territoire... Ambitieux, et pas impossible !

La direction affirme donc sa volonté de renforcer notre présence au niveau local, en produisant des éditions de proximité, sans pour autant créer de nouvelles structures : « le sujet des Locales n'existe plus, il faut même développer de nouvelles éditions locales », répond Laurence Mayerfeld. On nous l'assure : nous ne braderons pas la qualité de ce que nous fabriquons, et nous ne resterons pas inertes.

Autre sujet, tant que nous parlons des Locales : le passage à la HD, très attendue par les salariés... Deux Locales sont en test actuellement, à Pau et au Havre, sans que les salariés n'aient été informés au préalable. Les bobines n'y sont plus fabriquées, un système de playlist a été mis en place. « La méthode a été un peu abrupte », concède la direction... qui développe : dans les Landes, France 3 dispose de deux BIP, France Bleu y a une Locale. « Ne peut-on pas imaginer regrouper ces moyens pour y créer une édition Locale en TV en regroupant les moyens humains FB et F3? », réfléchi tout haut la directrice...

2^{ème} constat : **les « postes vacants » ne sont pas toujours comblés par du CDD ou du CDI**, même si le besoin se fait cruellement ressentir dans certaines antennes. Certaines directions disent attendre la signature d'un accord sur les métiers, pour lancer des polyvalences / poly compétences... Les journalistes monteurs par exemple (sic !).

Nous rappelons à la direction qu'aucune négociation de ce type n'est engagée, et que seule une négociation sur un accord de mise en œuvre d'expérimentations est en cours... Est-ce à dire que les expérimentations à venir auraient comme objectif principal de mettre en œuvre des fusions de métiers, alors qu'elles doivent aussi permettre de réfléchir aux organisations du travail voire aux objectifs éditoriaux ? ... Alors que les accords QVT ou GPEC de projet en vigueur dans l'entreprise prévoient la co-construction des projets, les directions régionales semblent déjà savoir ce qu'elles veulent faire et comment ; pas très loyal et transparent, comme façon de faire, non ?

La direction réfute : « on ne se projette pas sur des métiers tant que rien n'est signé », le journaliste-monteur n'est donc pas (encore) une perspective. Elle assure que les postes vacants sont remplacés par du CDD « autant que de besoin », jusqu'à l'aboutissement des négociations (à venir, mais quand ?) sur les évolutions des métiers.

Numérique, chamboulements en vue : fini, les chefs info web

80% des internautes sur nos sites web visitent des contenus d'info ; la direction choisit donc d'intégrer la direction du numérique à la direction de l'information régionale. Elle souhaite que les « patrons des contenus » (chefs info web, délégués au numérique, délégués aux programmes, rédacteurs en chefs et rédacteurs en chef adjoints) travaillent à la fois pour le web et pour le linéaire. Exit les chefs info web (qui deviennent rédacteurs chefs adjoints « référents en numérique »), tous les rédacteurs chefs doivent savoir travailler sur le web. Ils vont apprendre à penser web ET TV et à se servir des outils de mise en ligne.

Et puis, d'ici à 2022 – échéance finale du plan de RCC – les effectifs des CODIR en région doivent baisser de l'équivalent d'un cadre, un organigramme précis sera présenté le mois prochain au CSE.

Les efforts doivent être partagés... Sauf que les élus entendent des choses, dans les antennes, qui remettent déjà en cause une organisation qui n'existe pas encore : des chefs info web qui disent ne pas souhaiter travailler sur l'édition et auxquels ont promis des postes genre « conseiller au numérique auprès du délégué aux programmes »... Des rédacteurs chefs adjoints qui ne veulent pas



france.tv
S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COMITÉ SOCIAL
ET ÉCONOMIQUE

SEPTEMBRE 2019

se mettre au numérique et qui le font savoir... Alors, les petits arrangements entre amis seraient-ils déjà en cours ? La réorganisation du numérique en région déjà torpillée ?

Que nenni, nous assure la direction. Mais elle ajoute que les ex délégués au numérique seront rattachés au délégué aux programmes (... ah bon, mais comment faire - 1 ETP dans les CODIR, alors ???): on ne demande pas qui a envie ou pas, on parle, on clarifie les états d'âme, on prend ses responsabilités. Et surtout, on doit porter l'ambition de l'entreprise.

Parce que les journalistes, eux, on ne leur demande pas leur avis. C'est linéaire ET web, si possible en deux vacations, pour couvrir la tranche 7H30 - 21H, sur deux antennes au moins. Et quand on dit linéaire ET web, c'est valable aussi pour les journalistes alternants sur le web, cantonnés à cette seule tâche sur le numérique : ils doivent, à l'issue de leur alternance, savoir travailler pour les deux supports : il est donc hors de question de les planifier uniquement de web !

La Fabrique : Lambersart, c'est fini...

(Pour lire L'Écho de La Fabrique, [c'est ici](#))

Paris Île de France : Vanves, c'est fini aussi...

Le déménagement de la station régionale IDF au siège est imminent. Le CSE réseau le suit de près, au travers d'une commission de suivi et de la CSSCT (Commission Santé - Sécurité - Conditions de Travail).

A savoir : les salariés déménagent, certains PTA seront affectés à la fabrication siège, mais continueront à travailler prioritairement pour les émissions régionales qui existent aujourd'hui. Tous les salariés de Vanves auront un avenant à leur contrat, avec soit une modification du lieu d'affectation géographique, soit de l'activité, avant le 28 octobre, date du déménagement. Un avenant qu'il leur faudra signer, puisque leur site disparaît... La direction dit « travailler pour qu'il n'y ait aucune rupture de contrat de travail » - entendez, licenciement pour cause de refus de l'avenant proposé.

Le feuilleton d'Imédia II à Brest, c'est fini ?

La Locale de Brest, ce sont une vingtaine de personnes pour deux éditions, l'une en français, l'autre en Breton, avec un OPS mixeur (salle et console de mixage dédié), des monteurs, deux assistantes, des journalistes... Une spécificité qui justifie donc aussi une organisation différente de celle des autres Locales.

L'installation d'Imédia II à Brest, des années qu'on en parle, et surtout, ce nouvel outil servait de prétexte pour modifier fondamentalement les postes et l'organisation du travail de cette Locale. Alors ça ne passait pas... La nouvelle direction du réseau a « souhaité régler les passifs enkystés » : Brest est un début, peut-être ?

Depuis le 20 septembre, c'est réglé : la direction du réseau, la direction régionale et les organisations syndicales (CFDT, SUD et CGT présentes à Brest) ont tout remis à plat et signé un relevé de décisions : Imédia II arrive, l'assistante administrative de la Locale devient assistante de locale et **devrait cumuler les tâches administratives et de suivi des 2 éditions** (avec un accompagnement, de la formation et une redistribution des tâches sur le collectif de travail de Brest et Rennes. Le poste d'assistante d'édition libéré (la statutaire scripte de formation avait été "invitée" par la direction à se trouver un autre poste. Ce qu'elle a fait depuis plus d'un an à Vendargues comme scripte) devient un poste de journalisme pour développer la présence sur le web de cette Locale.

Imédia II sera déployé à Brest au dernier trimestre 2019, Brest conserve son poste d'OPS au mixage, un comité de suivi de la mise en œuvre d'Imédia II observera tout ceci jusque fin mars 2020.



france.tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COMITÉ SOCIAL
ET ÉCONOMIQUE

SEPTEMBRE 2019

Orléans et Grenoble : les RPS, c'est pas fini...

Grenoble : après la restitution de l'expertise (cf. CSE du mois dernier), le CSE n'a pas levé son droit d'alerte. C'est pourquoi l'inspection du travail est entrée dans la boucle, pour donner son avis sur la qualification du danger grave et imminent, la direction estimant qu'elle agit en organisant des restitutions de cette expertise aux personnels et en travaillant à la construction d'un plan d'action. Le Directeur Régional va tenir une réunion avec les Représentants de proximité de Grenoble,

Les élus préconisent une reprise du dialogue dans cette antenne, au travers d'espaces de discussion sur les pratiques professionnelles – cela fonctionne en milieu hospitalier, pourquoi ne pas donner un cadre au débat à France 3 Grenoble ? Nous attendons toujours les réponses de la direction aux préconisations formulées par le CSE... Le DRH du réseau, Olivier Godart, renvoie au Directeur Régional et aux Représentants de proximité... Ah, donc ce n'est pas lui qui a la baguette magique pour rappeler à l'ordre les encadrements et directions qui dysfonctionnent ? Parce qu'à Grenoble, c'est quand même aussi de cela qu'il s'agit.

De dysfonctionnement à l'origine du pourrissement d'une situation, mais aussi, aujourd'hui, d'un déni de la part de la Direction Régionale concernée... Un déni constaté par les élus lors du dernier CSE, et les Représentants de Proximité ainsi que les délégués syndicaux de Grenoble, qui se sentent délégitimés, discrédités et menacés par la Direction Régionale.

La Direction du réseau plaide la maladresse. Les cadres ne sont pas préparés à affronter ce genre de situation, ils sont démunis : « les managers ne sont pas plus armés que vous pour faire face aux situations extrêmes. Ils ont été bons sur leur cœur de métier, ils ont eu une petite formation management, mais sont-ils prêts à faire face ou à assumer ces situations-là ? On ne peut pas accabler les uns ou les autres. J'entends cette petite musique depuis quelques semaines, mais je n'accablerai personne. » ... Alors on va – bientôt – sensibiliser les cadres, les former (à la communication non violente par exemple), les inviter à échanger sur le sujet des Risques Psycho Sociaux (RPS) et de la qualité de la vie au travail (QVT). C'est magique.

Mais là maintenant, tout de suite, on fait comment ? Et à l'avenir, les nouveaux cadres, on va aussi les recruter pour leurs qualités humaines et managériales ? Les élus proposent, pour Grenoble et Orléans, la présence, lors des réunions avec les salariés ou les élus locaux avec leur Direction Régionale, d'un tiers pour animer la rencontre, l'apaiser, la construire. Idée qui n'est pas l'option initiale retenue par la direction du réseau – elle souhaite y réfléchir.

Et pour finir, ces mots de la Directrice, Laurence Mayerfeld : « J'appelle à un management bienveillant mais aussi une tolérance zéro pour tous dans les incivilités : il faut mettre du respect dans la relation au travail. On devrait arriver à un autre ton, une autre ambiance. Là où il faut que ça s'arrête, il faut siffler, je siffle quelques fois en ce moment, et je siffle fort... Alors le sifflet s'entend loin et ça devrait donc s'arrêter. » Notre directrice du réseau a des super pouvoirs, en tout cas, on l'espère... pour elle, et pour nous. En attendant qu'elle déploie les bracelets et le lasso de Wonder Woman pour maîtriser ses cadres, les élus prennent les devants et votent, à l'unanimité, une motion demandant un accompagnement des salariés de Grenoble et d'Orléans par des experts (SECAFI et CEDAET) ainsi que la construction de plans d'action rapidement ([La résolution est ici](#)).

La réorganisation de la direction financière, c'est presque fini

Les managers et responsables seront (peut-être) formés à l'encadrement de cette nouvelle organisation de la direction financière. Et « 100% de la population des comptables » sera formée (remise à niveau) sur les outils informatiques (Excel). Ces formations ont lieu en présentiel et concerneront l'activité et ses modes opératoires. Ces méthodes et procédures seront uniformisées, et un rapprochement avec la direction financière des Outre-Mer est envisagé, afin de mettre en place une seule procédure FTV.

Les économies en ETP sont réalisées grâce à la dématérialisation des factures ; l'objectif est de - 10 ETP, nous en sommes à - 6 pour le moment. Actuellement, et conformément au nouvel organigramme de la direction financière, 5 postes en consultation ont été pourvus à la rentrée. Sont



france.tv
S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COMITÉ SOCIAL
ET ÉCONOMIQUE

SEPTEMBRE 2019

prévus 12 postes pour organiser la compta, 9 postes de responsables de service, 3 postes rattachés à d'autres cycles. Les salariés des différents sites régionaux communiqueront par Skype. Ils bénéficieront d'ateliers transverses pour parler « sens du travail », communication, attentes vis-à-vis du management. En octobre, des ateliers thématiques auront lieu dans chaque nouveau service pour préciser les attendus des postes. Les affectations seront communiquées ces jours-ci, puis suivra une phase d'observation et d'ajustements ou de formation si nécessaire.

Commission Emploi/Formation : on n'a pas fini de se serrer la ceinture

Le réseau et La Filière en région ont perdu 104 ETP en un an, le nombre d'heures supplémentaires a baissé, la RCC concerne essentiellement les PTA. La commission alerte : comment fabriquer si les salariés partent sans que leur remplacement ne soit prévu ? Sans que les organisations du travail ne soient revues ? La direction, qui ne connaît pas encore son budget 2020, tente de rassurer : dans l'attente des évolutions des métiers (décidément !), le recours aux CDD devrait augmenter.

Pour lire le CR de la commission : [c'est ici!](#) (Président de la commission : Pascal Lefebvre, Lille.)

Commission Égalité Professionnelle : et pour finir ce CR du CSE, lire le CR de cette commission [ici](#) ! (Présidence de la commission : Myriam Figureau, Lyon.)

Vos élus au CSE, votre représentant syndical CFDT :

Nancy Gressier / Lille (Présidente de la Commission Actions Sociales et culturelles),
Pascal Lefebvre / Lille (Président de la Commission Emploi/ Formation), Bruno Espalieu / Lille et
Olivier Mélinand / Brest (membres de la CSSCT), Patricia Jomain / Lyon (Trésorière adjointe du
CSE), Yvonne Roehrig / Strasbourg, Juliette Roché / Orléans,
Claude Framery / La Fabrique Lambersart (Président Commission Moyens Internes de
Fabrication), Vincent Frumillon / Lyon (Représentant Syndical)

PROCHAIN CSE : Paris, les 23 et 24 octobre 2019

Nos délégués syndicaux centraux

Vous souhaitez nous poser des questions ?

Contactez-nous au 01.56.22.88.21